



**RETURN BIDS TO :
RETOURNER LES
SOUMISSIONS À:**

Services partagés Canada
krys.pikula@canada.ca

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Shared
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out thereof.

Proposition aux: Services partagés Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées

Instructions : See Herein

ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction

Instructions: Voir aux présentes

énumérés ici sur toute feuille ci-annexées, au(x) prix indiqué(s)

Comments - Commentaires

**This document contains a Security
Requirement**

Vendor/Firm Name and address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office – Bureau de distribution
Shared Services Canada
180 Kent Street
Ottawa, ON K1G 4A8

Title – Sujet SERVICE DE RENSEIGNEMENTS AUTOMATISÉS SUR LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION	
Solicitation No. – N° de l'invitation R000038329	Date 11 juillet 2019
Client Reference No. – N° référence du client 38329	
GETS Reference No. – N° de reference de SEAG n/a	
File No. – N° de dossier	CCC No. / N° CCC - FMS No. / N° VME
Solicitation Closes – L'invitation prend fin at – à 2:00 PM on – le 30 août 2019	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Inquiries to : - Adresser toutes questions à: Krys Pikula	Buyer Id – Id de l'acheteur C38
Telephone No. – N° de téléphone : 613-608-2207	FAX No. – N° de FAX
Destination – of Goods, Services, and Construction: Destination – des biens, services et construction : Voir aux présentes	
Delivery required - Livraison exigée See Herein	Delivered Offered – Livraison proposée
Vendor/firm Name and address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Facsimile No. – N° de télécopieur Telephone No. – N° de téléphone	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/firm (type or print)- Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date _____	



**DEMANDE DE SOUMISSIONS
SERVICE DE RENSEIGNEMENTS AUTOMATISÉS SUR LE CRÉDIT À LA
CONSOMMATION
POUR
SERVICES PARTAGÉS CANADA**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 Introduction	4
1.2 Sommaire	4
1.3 Debriefings.....	4
PARTIE 2 INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	5
2.2 Présentation des soumissions	5
2.3 Demandes de renseignements – En période de soumissions	5
2.4 Lois applicables	6
PARTIE 3 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	7
3.2 Présentation d'une seule soumission par un groupe soumissionnaire	7
3.3 Section I : Soumission technique.....	8
3.4 Section II : Soumission financière	8
3.5 Section III : Attestations	9
PARTIE 4 PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	10
4.1 Procédures d'évaluation	10
4.2 Évaluation technique – critères techniques obligatoires	10
4.3 Évaluation financière	11
4.4 Méthode de sélection.....	11
PARTIE 5 ATTESTATIONS	13
5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat.....	13
5.2 Programme de contrats fédéraux - attestation	13
5.3 Attestation pour ancien fonctionnaire	14
5.4 Attestation du cadre d'intégrité	15
PARTIE 6 CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	16
6.1 Besoin	16
6.2 Clauses et conditions uniformisées	16
Les conditions générales suivantes s'appliquent et font partie du contrat :	16
6.3 Exigences relatives à la sécurité	18



6.4	Période du contrat	18
6.5	Option de prolongation du contrat :.....	18
6.6	Responsables	18
6.7	Païement	19
6.8	Instructions de facturation.....	20
6.9	Attestations.....	21
6.10	Lois applicables	21
6.11	Ordre de priorité des documents	21
6.12	Exigences en matière d'assurances	21
6.13	Entrepreneur constitué en coentreprise.....	21
6.14	Formation.....	22
6.15	Accès aux biens et aux installations du Canada	22
6.16	Résiliation pour des raisons de commodité	23

Liste des annexes :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Tableaux d'établissement des prix
Annexe C	Formulaires du soumissionnaire
Annexe D	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe E	Attestation du cadre d'intégrité

PARTIE 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des pièces jointes et des annexes comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, les Tableaux d'établissement des prix et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

La présente demande de soumissions est lancée par Services partagés Canada (SPC). SPC se servira du contrat subséquent pour fournir des services partagés à ses clients, soit lui-même, les institutions fédérales pour qui ses services sont obligatoires à tout moment pendant le contrat, et les autres organisations qui choisissent de recourir à ses services de temps en temps, à tout moment pendant le contrat. On prévoit attribuer un contrat d'un an, assorti de quatre options irrévocables *d'un an chacune* permettant au Canada d'en prolonger la durée. Cette demande de soumissions n'empêche pas le Canada de recourir à une autre méthode d'approvisionnement pour les entités du gouvernement du Canada ayant des besoins identiques ou similaires.

Ce besoin comporte une exigence en matière de sécurité. Pour plus de renseignements, voir la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité pour les demandes de soumissions de TPSGC » sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels (<http://www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/plain/plainpm-f.html#a31>).

1.3 Debriefings

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander des renseignements sur les résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de l'avis les informant du résultat du processus d'appel d'offres. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- 2.1.1 Toutes les instructions, clauses et conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- 2.1.2 Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- 2.1.3 Le document 2003 (2019-03-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les dispositions du document 2003 et le présent document, ce dernier l'emporte. Toute référence à TPSGC dans les instructions uniformisées sera interprétée comme une référence à SPC, à l'exception de la section 5(2)(d).
- 2.1.4 La section 3 des Instructions uniformisées – biens et services – besoins concurrentiels 2003 est modifiée comme suit : supprimer « conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16 ».
- 2.1.5 L'article 5, paragraphe 2 d), des Instructions uniformisées 2003 – Biens et services – Besoins concurrentiels, est modifié comme suit : supprimer « de faire parvenir sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) tel qu'indiqué à la page 1 de la demande de soumissions ou à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions ». Le numéro de télécopieur ainsi que les instructions pour la transmission de soumissions par télécopieur sont fournis à l'article 08.

2.2 Présentation des soumissions

- 2.2.1 Les soumissions doivent être présentées uniquement à Services partagés Canada au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- 2.2.2 En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à Services partagés Canada ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – En période de soumissions

- 2.3.1 Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard dix jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- 2.3.2 Les soumissionnaires devraient préciser le plus fidèlement possible l'article numéroté de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Les soumissionnaires devraient prendre soin d'expliquer chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y apporter des réponses exactes. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

PARTIE 3 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

3.1.1 **Format de la soumission** : Le Canada demande aux soumissionnaires de suivre les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- i. utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- ii. utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- iii. ajouter une page titre au début de chacun des volumes de la proposition comprenant le titre, la date, le numéro de la Demande de propositions, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de son représentant;
- iv. inclure une table des matières.

3.1.2 **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour intégrer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Veuillez consulter la Politique d'achats écologiques (<http://tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires sont encouragés à :

- i. utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- ii. utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Présentation d'une seule soumission par un groupe soumissionnaire

3.2.1 Un groupe soumissionnaire peut présenter :

- i. la soumission d'un membre du groupe soumissionnaire et la soumission d'un membre du groupe soumissionnaire faisant partie d'une coentreprise dont au moins un des intervenants n'a aucun lien avec le groupe soumissionnaire;
- ii. deux soumissions à titre de coentreprise; chacune de ces deux coentreprises devra comprendre un ou plusieurs membres du groupe soumissionnaire. L'une des deux coentreprises devra compter au moins un membre qui n'a aucun lien avec le groupe soumissionnaire;
- iii. deux soumissions qui proviennent de membres différents du groupe soumissionnaire.

3.2.2 La présentation de toute soumission provenant d'un ou plusieurs membres d'un même groupe soumissionnaire en réponse à la présente demande de soumissions, à l'exception des cas énoncés au point (i), est interdite. Si les membres d'un groupe soumissionnaire présentent des soumissions supplémentaires, le Canada choisira, à son entière discrétion, les soumissions dont il tiendra compte. Si les membres d'un groupe soumissionnaire choisissent de présenter deux soumissions, ils devront soumettre deux documents distincts sur lesquels ils devront indiquer qu'il s'agit de soumissions différentes. Chaque soumission sera évaluée indépendamment sans égard aux autres soumissions présentées, et, par conséquent, chaque soumission doit être complète en soi.

3.2.3 Pour les besoins du présent article, le terme « **groupe soumissionnaire** » désigne toutes les entités (qu'il s'agisse d'une ou plusieurs personnes physiques, de sociétés, de partenariats, de sociétés de personnes à responsabilité limitée, etc.) liées entre elles. Peu importe la province ou le territoire ou elles ont été constituées en société ou formées juridiquement, on considère que les entités sont « **liées** » dans le cadre de présente demande de soumissions :

- i. s'il s'agit de la même personne morale (c'est-à-dire la même personne physique, société, société de personnes à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
- ii. s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada;
- iii. si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire), ou en ont entretenu une au cours des deux dernières années ayant précédé la clôture des soumissions;
- iv. si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre, ou d'un même tiers.

3.3 Section I : Soumission technique

3.3.1 Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils comprennent les exigences figurant dans la demande de soumissions et expliquer comment ils respecteront ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité d'effectuer les travaux d'une façon complète, concise et claire. La soumission technique doit être concise et traiter, sans nécessairement s'y limiter, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande aux soumissionnaires de reprendre les sujets dans l'ordre dans lequel sont présentés les critères d'évaluation, en utilisant les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est déjà traité.

3.3.2 La soumission technique comprend ce qui suit :

- i. **Formulaire de présentation de la soumission** : Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission le Formulaire de présentation de la soumission (Annexe C, Tableau C1. Il s'agit d'un formulaire dans lequel les soumissionnaires peuvent présenter les renseignements nécessaires aux fins d'évaluation et d'attribution du contrat (nom des personnes-ressources, numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire, statut du soumissionnaire à l'égard du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, etc.
- ii. **Formulaire d'attestation de la conformité technique** : La soumission technique doit prouver la conformité du soumissionnaire aux articles de l'Annexe A (Énoncé des travaux) identifié dans le Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique (Annexe C, Tableau C2), qui constitue le format demandé pour fournir la justification. Il n'est pas obligatoire que le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique traite des parties de la présente demande de soumissions qui ne sont pas mentionnées dans le formulaire. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera déclaré non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Référence » du formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, où les soumissionnaires doivent indiquer où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

3.4 Section II : Soumission financière

- 3.4.1 **Prix** : Établissement des prix : Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission financière conformément à l'annexe B – Tableaux d'établissement des prix. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un prix unique, ferme et tout compris en dollars canadiens dans chaque cellule des tableaux où il faut saisir des données.
- 3.4.2 **Prix non indiqués** : On demande aux soumissionnaires d'indiquer « 0,00 \$ » pour tout élément qu'il ne compte pas facturer ou qui fait déjà partie d'autres prix présentés dans les tableaux. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander que le soumissionnaire confirme que le prix est bel et bien 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

3.5 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations requises à la partie 5.

PARTIE 4 PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- 4.1.1 Les soumissions seront évaluées conformément à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation.
- 4.1.2 Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- 4.1.3 En plus de tous les autres délais établis dans la demande de soumissions :
 - i. **Demandes de précisions** : si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier cette soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - ii. **Prolongation du délai** : si le soumissionnaire a besoin davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation technique – critères techniques obligatoires

- 4.2.1 Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées non recevables et rejetées.
- 4.2.2 Dans sa réponse aux critères d'évaluation obligatoires, le soumissionnaire doit étayer les renseignements qu'il fournit par des détails sur l'étendue et la portée de l'expérience, des qualifications et de l'expertise spécialisées pertinentes. Toutes les déclarations ayant trait à l'expérience, aux qualifications et à l'expertise spécialisée du soumissionnaire doivent être corroborées par des descriptions de projet détaillées précisant comment et où l'expérience, les qualifications et l'expertise revendiquées ont été acquises. Les affirmations non corroborées concernant l'expérience, les compétences ou l'expertise ne seront pas prises en compte par l'équipe d'évaluation.
- 4.2.3 L'expérience obtenue après la clôture des soumissions ne sera pas prise en compte.
- 4.2.4 Aux fins de l'évaluation,
 - i. « où » s'entend du nom de l'employeur;
 - ii. « quand » désigne la date de début et la date de fin (p. ex. de janvier 1999 à mars 2010) de la période pendant laquelle le soumissionnaire proposé a acquis les compétences/l'expérience;
 - iii. « comment » s'entend d'une description claire des activités réalisées par le soumissionnaire pour ce poste durant cette période ainsi que des responsabilités lui ayant été assignées.
- 4.2.5 Les soumissionnaires sont également avisés que le ou les mois d'expérience indiqués pour un projet dont l'échéancier chevauche celui d'un autre projet cité en référence seront comptés une seule fois.
Par exemple :
Si la période visée par le projet 1 s'étend de juillet 2001 à décembre 2001 et celle du projet 2 est d'octobre 2001 à janvier 2002, le total des mois d'expérience pour ces deux projets est de sept (7) mois.
- 4.2.6 Afin de faciliter l'évaluation des propositions, il est recommandé que les soumissionnaires répondent, dans leur proposition, aux critères obligatoires dans l'ordre dans lequel ils figurent ci-dessous, en se servant des chiffres indiqués ci-dessous.
- 4.2.7 Il est impératif que les entrepreneurs répondent à chacun de ces critères pour démontrer leur respect des exigences.
- 4.2.8 Les exigences obligatoires sont les suivantes :

#	Critères techniques obligatoires
O1	<p>Au cours des cinq (5) dernières années, le soumissionnaire doit avoir entrepris et achevé au moins deux (2) projets avec un ministère du gouvernement* portant sur fourniture de renseignements automatisés sur le crédit à la consommation (tout en se conformant aux tout en respectant les lois provinciales et fédérales, comme la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>.)</p> <p>*Un ministère du gouvernement est défini comme tout ministère ou organisme provincial ou fédéral.</p> <p>Les soumissionnaires doivent fournir au minimum les détails suivants au sujet de chaque projet soumis :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. où (nom du client, nom et adresse de l'organisation); 2. quand (dates de début et de fin de l'engagement); 3. comment (les détails sur le travail exécuté dans le cadre de l'engagement) l'expérience énoncée a été obtenue; 4. une référence (y compris le nom, l'organisation et le numéro de téléphone) qui peut attester les travaux/l'expérience indiqués.
O2	Les renseignements sur le crédit à la consommation doivent comprendre tous les éléments énumérés à l'article 5, Besoins, de l'Annexe A – Énoncé des travaux.
O3	Le soumissionnaire doit fournir un échantillon de son rapport des renseignements sur le crédit à la consommation.
O4	Le soumissionnaire doit fournir 1 exemplaire en français et 1 exemplaire en anglais du guide de l'utilisation des renseignements sur le crédit à la consommation.

4.2.9 Vérification des références :

- Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra les demandes de vérification des références à toutes les personnes dont les coordonnées ont été fournies par les soumissionnaires, *dans une période de 48 heures*, à l'aide des adresses électroniques indiquées dans la soumission.
- Si le client cité en référence ne répond pas dans les cinq (5) jours ouvrables, le Canada ne communiquera pas avec le soumissionnaire; ce dernier ne pourra pas soumettre le nom d'une autre personne.
- En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- Le soumissionnaire ne respectera pas l'exigence obligatoire en matière d'expérience (le cas échéant) si le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire lui-même (par exemple, le client ne peut être le client d'une société affiliée du soumissionnaire et non du soumissionnaire lui-même).

4.3 Évaluation financière

L'évaluation financière sera réalisée en calculant le prix moyen pondéré de la recherche au moyen du Tableau C3 – Prix moyen pondéré de la recherche, de l'Annexe C, rempli par les soumissionnaires.

4.4 Méthode de sélection

- Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable qui propose le plus bas prix moyen pondéré de la recherche sera recommandée en vue de l'attribution du contrat.

4.4.2 Les soumissionnaires devraient noter que tous les contrats attribués sont soumis au processus d'approbation interne du Canada, qui demande que les fonds nécessaires au contrat proposé soient approuvés. Malgré le fait que le soumissionnaire peut avoir été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera émis uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

4.4.3 Les tableaux ci-dessous fournissent un exemple où toutes les soumissions sont recevables et où le choix de l'entrepreneur est déterminé en fonction du plus bas prix moyen pondéré de la recherche. Dans l'exemple ci-dessous, le soumissionnaire 3 est retenu:

Soumissionnaire 1	A	B	C	D	E = (a+b+c+d / 4)	F	G = (E x F)
	Période du contrat	Option 1	Option 2	Option 3	Moyenne	Pondération	Prix moyen pondéré de la recherche
Recherche réussie	7,00 \$	7,00 \$	8,00 \$	9,00 \$	7,75 \$	0,80	6,20 \$
Recherche non réussie	3,00 \$	3,00 \$	4,00 \$	5,00 \$	3,75 \$	0,10	0,36 \$
Recherche secondaire	2,00 \$	2,00 \$	3,00 \$	3,00 \$	2,50 \$	0,10	0,25 \$
							6,81 \$

Soumissionnaire 2	A	B	C	D	E = (a+b+c+d / 4)	F	G = (E x F)
	Période du contrat	Option 1	Option 2	Option 3	Moyenne	Pondération	Prix moyen pondéré de la recherche
Recherche réussie	5,00 \$	6,00 \$	7,00 \$	8,00 \$	6,50 \$	0,80	5,44 \$
Recherche non réussie	4,00 \$	5,00 \$	5,00 \$	5,00 \$	4,75 \$	0,10	0,48 \$
Recherche secondaire	3,00 \$	4,00 \$	4,00 \$	4,00 \$	3,75 \$	0,10	0,36 \$
							6,28 \$

Soumissionnaire 3	A	B	C	D	E = (a+b+c+d / 4)	F	G = (E x F)
	Période du contrat	Option 1	Option 2	Option 3	Moyenne	Pondération	Prix moyen pondéré de la recherche
Recherche réussie	5,00 \$	5,00 \$	5,00 \$	5,00 \$	5,00 \$	0,80	4,00 \$
Recherche non réussie	3,00 \$	4,00	4,00	4,00	3,75 \$	0,10	0,35 \$
Recherche secondaire	2,00 \$	3,00 \$	3,00 \$	3,00 \$	2,75 \$	0,10	0,25 \$
							4,60 \$

* Les prix indiqués dans les tableaux sont fictifs et servent uniquement à donner un exemple des calculs. Il ne faut pas y voir une suggestion de prix.

4.4.4 Si 2 soumissionnaires ou plus présentent un prix moyen pondéré de la recherche identique et qu'il s'agit du prix le plus bas, on demandera aux soumissionnaires de revoir et de soumettre de nouveau leur soumission financière afin de déterminer le soumissionnaire offrant le coût le plus bas.

PARTIE 5 ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies conformément aux articles ci-dessous.

Le respect des attestations que les soumissionnaires fournissent au Canada est assujéti à la vérification du Canada pendant la durée de l'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution d'un contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée irrecevable si l'on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et à l'exigence dans le délai imparti rendra la soumission irrecevable.

5.2 Programme de contrats fédéraux - attestation

- 5.2.1 En vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF), certains fournisseurs soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en œuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.
- 5.2.2 Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible sera déclarée non recevable.
- 5.2.3 Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux sous-alinéas d)(i) ou (ii) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au Programme, il doit envoyer par télécopieur (819-953-8768) une copie signée du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement à mettre en œuvre l'Équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
- 5.2.4 Chaque soumissionnaire doit attester dans sa soumission qu'il :
 - i. n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel, ou des employés temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
 - ii. n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de *la Loi sur l'équité en matière d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
 - iii. est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à plein temps ou à temps partiel ou des employés temporaires ayant travaillé au moins 12 semaines au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDSC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des marchés

de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est exigée;

- iv. est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

5.2.5 Des renseignements supplémentaires sur le Programme sont offerts sur le site Web de RHDCC, à l'adresse suivante : <http://www.rhdcc.gc.ca/fr/passerelles/topiques/wzp-gxr.shtml>.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de présentation des soumissions pour fournir les renseignements relatifs à leur statut en vertu de ce programme. Dans le cas d'une coentreprise, ces renseignements doivent être fournis pour chaque membre de la coentreprise.

5.3 Attestation pour ancien fonctionnaire

- 5.3.1 Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques du Conseil du Trésor et les directives sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.
- 5.3.2 Aux fins de la présente clause,
 - i. « **Ancien fonctionnaire** » signifie un ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.C., 1985, c. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada et comprend :
 - a) un individu;
 - b) un individu qui s'est incorporé;
 - c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
 - d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.
 - ii. « **Période du paiement forfaitaire** » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période d'application du montant forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.
 - iii. « **Pension** » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.
- 5.3.3 Si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-haut, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :
 - i. nom de l'ancien fonctionnaire;

- ii. date de cessation d'emploi ou de la retraite de la fonction publique.
- 5.3.4 Si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :
- i. nom de l'ancien fonctionnaire;
 - ii. conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
 - iii. date de cessation d'emploi;
 - iv. montant du paiement forfaitaire;
 - v. taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - vi. période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
 - vii. numéro et montant (honoraires professionnels) d'autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.
- 5.3.5 Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.
- 5.3.6 En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Les soumissionnaires doivent utiliser le formulaire de présentation de la soumission pour fournir les renseignements exigés par la présente clause.

5.4 Attestation du cadre d'intégrité

L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante chaque fois que des modifications sont apportées à l'Annexe D, Attestation du cadre d'intégrité, de la présente invitation. L'entrepreneur doit maintenir une « Attestation du cadre d'intégrité – Annexe D » du gouvernement en tout temps. Si l'entrepreneur ne parvient pas à maintenir une « Attestation du cadre d'intégrité – Annexe D », le Canada se réserve le droit de résilier le contrat.

PARTIE 6 CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Besoin

6.1.1 _____ (l'**entrepreneur**) accepter de fournir à Services partagés Canada les services décrit dans le contrat, y compris dans l'Énoncé des travaux, conformément aux prix énoncés dans le contrat. Cela comprend ce qui suit :

- i. fournir les services décrits dans le présent contrat;
- ii. donner de la formation, sur demande par le Canada.

Client : Dans le cadre du contrat, le « **client** » est Services partagés Canada (SPC), une organisation dont le mandat est de fournir des services partagés.

6.1.2 **Réorganisation du client :** La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est analogue à celle du client à l'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.

6.1.3 **Définition des termes :** Les termes et expressions définis dans les Conditions générales ou les Conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce marché ont le sens qui leur a été attribué dans ces Conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous se définissent comme suit :

- i. Toute référence à « **livrable** » ou « **livrables** » comprend les services indiqués dans l'énoncé des travaux.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Toutes les références au ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada contenues dans les conditions générales et les conditions générales supplémentaires seront interprétées comme des références au ministre de Services partagés Canada, et toutes les références à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada seront interprétées comme des références à Services partagés Canada.

6.2.1 Conditions générales

Les conditions générales suivantes s'appliquent et font partie du contrat :

- 2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services

Ces conditions générales sont modifiées comme suit :

La section 41, intitulée Code de conduite et attestations – contrat, est remplacée par ce qui suit :

1. L'entrepreneur convient de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#) et à ses modalités. En plus de se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), l'entrepreneur convient aussi de respecter les modalités énoncées dans le présent article.
2. L'entrepreneur atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou s'est vu accorder un traitement de clémence, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance concernant les activités suivantes, déposées après le 1^{er} septembre 2010 :
 - a. le paiement d'honoraires conditionnels à une personne visée par la [Loi sur le lobbying](#) (1985, ch. 44 [4^e supplément.]);
 - b. la corruption, la collusion, le truquage de soumissions ou toute autre activité anticoncurrentielle au cours du processus d'approvisionnement.
3. L'entrepreneur atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables, ou ne sont pas visés par des accusations criminelles en instance relativement :
 - a. l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté et l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté) du Code criminel du Canada,
 - b. l'alinéa 80(1)d) (fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
4. Aux fins du présent paragraphe, les entreprises, les organisations ou les particuliers sont des entités affiliées à l'entrepreneur si directement ou indirectement :
 - a. l'un contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire,
 - b. un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur et l'entité.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée à la suite du dépôt d'accusations ou de condamnations envisagées au présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou semblables à ceux du soumissionnaire faisant l'objet d'une accusation ou d'une condamnation, selon le cas..
5. Dans les cas décrits aux paragraphes 2 et 3, où l'entrepreneur ou sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliés ont obtenu un pardon ou se sont vu accorder un traitement de clémence pour de telles infractions, l'entrepreneur doit fournir une copie certifiée des documents de confirmation provenant de la Commission nationale des libérations conditionnelles ou du Bureau de la concurrence Canada.
6. Si l'entrepreneur ou sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliés ne demeurent pas libres et quittes des accusations ou des condamnations décrites aux paragraphes 2 et 3, au cours de la période du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.2.2 Conditions générales supplémentaires :

Les conditions générales supplémentaires suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

- 4008 (2008-12-12) Conditions générales supplémentaires – Renseignements personnels;

6.3 Exigences relatives à la sécurité

- 6.3.1 L'entrepreneur et/ou ses employés ne peuvent PAS accéder sans escorte aux installations et/ou aux zones d'accès restreint de Services partagés Canada.
- 6.3.2 L'entrepreneur et ses employés NE DOIVENT supprimer aucun renseignement ou bien PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ des lieux de travail identifiés .
- 6.3.3 Aucun sous-contrat comportant des exigences en matière de sécurité NE doit être accordé sans la permission écrite préalable de Services partagés Canada.
- 6.3.4 L'entrepreneur et ses employés doivent respecter les dispositions des documents suivants :
- a) Justice Canada – *Loi sur la protection de l'information* (dernière version);
 - b) Manuel de la sécurité industrielle (dernière version).
- 6.3.5 Ce marché est soumis à l'exception relative à la sécurité nationale; les exigences des accords commerciaux ne s'y appliquent donc pas.

6.4 Période du contrat

- 6.4.1 **Période du contrat** : La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
- 6.4.2 la « **période initiale du contrat** », qui commence à la date d'attribution de ce contrat et qui prend fin 1 an plus tard; et
- 6.4.3 la période au cours de laquelle le contrat est prolongé, si le Canada choisit d'exercer l'une ou l'autre des options qui y sont indiquées.

6.5 Option de prolongation du contrat :

- 6.5.1 L'entrepreneur accorde à l'État l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 4 périodes supplémentaires de 1 an chacune, selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.
- 6.5.2 Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option, qui ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.6 Responsables

6.6.1 Autorité contractante

6.6.2 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Krys Pikula
Organisation : Services partagés Canada, Direction des opérations d'approvisionnement
Adresse : 180 rue Kent, Ottawa, Ontario

Téléphone : 613-668-2207
Courriel : krys.pikula@ssc-spc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.6.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : À déterminer
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. Des changements à la portée des travaux ne peuvent être faits que par une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

6.6.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom : À déterminer
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement pour les services de vérification du crédit

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations prévues au contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, précisé à l'annexe B – Tableaux d'établissement des prix. Les droits de douane sont exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

6.7.2 Frais préautorisés de déplacement et de subsistance

Le Canada ne remboursera pas les frais de déplacement ou subsistance liés à l'exécution des travaux.

6.7.3 Attribution concurrentielle

L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à la suite d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à l'entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations qu'il aura commis lors de sa soumission.

6.7.4 **Objet des estimations**

Toutes les valeurs estimatives reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part relativement à l'acquisition de ces biens ou services aux montants indiqués. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.

6.7.5 **Limitation des dépenses**

- i. Dans le cadre du contrat, la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur ne doit pas dépasser la somme indiquée à la première page du contrat, moins la TPS ou la TVH, selon le cas. En ce qui a trait au montant indiqué à la page 1 du contrat, la TPS ou la TVH est incluse, selon le cas. Les engagements relatifs à l'acquisition de biens ou de services aux montants indiqués sont décrits ailleurs dans le contrat.
- ii. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications, ne sera autorisée ou versée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante.

6.7.6 **Méthode de paiement – Paiement mensuel**

Le paiement que le Canada sera versé :

- a) dans les trente (30) jours suivant la date de fin desdits travaux aux endroits précisés dans le contrat et suivant la date à laquelle tous les autres travaux à exécuter par l'entrepreneur en vertu du contrat seront achevés; ou
- b) dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle une facture et les documents à l'appui sont reçus conformément aux modalités du contrat;

le délai le plus long étant retenu.

6.8 **Instructions de facturation**

- 6.8.1 L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans les Conditions générales.
- 6.8.2 En soumettant ses factures, qui peuvent, le cas échéant, comprendre des frais pour des travaux effectués par des sous-traitants, l'entrepreneur atteste que les produits et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du marché.
- 6.8.3 L'entrepreneur doit transmettre l'original de chaque facture au responsable technique et aux Comptes payables à l'adresse électronique suivante :
RCNSPCCPTelecom.NCRSSCAPTelecom@ssc-spc.gc.ca

Sur demande, l'entrepreneur doit fournir une copie de n'importe quelle facture à l'autorité contractante.

Afin qu'une facture soit jugée recevable, elle doit contenir les renseignements suivants :

- i. une ligne distincte pour chaque service commandé
- ii. le numéro du contrat
- iii. un numéro de compte client généré par l'entrepreneur
- iv. un résumé des frais facturés à ce jour
- v. le nom, le titre et la date de placement de la commande
- vi. la destination de la prestation de service
- vii. les taxes, consignées comme un article distinct

viii. la dénomination sociale de l'entrepreneur et le numéro d'entreprise

Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, le Canada devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception, aviser l'entrepreneur de la nature de l'objection.

On entend par « contenu de la facture » une facture qui contient ou à laquelle s'ajoutent des pièces justificatives comme l'exige le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les (15) jours, la date stipulée au premier paragraphe de la clause servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

6.9 Attestations

6.9.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

1. les articles de la présente convention, ainsi que les différentes clauses du guide des CUA qui sont incorporées par renvoi dans ce contrat;
2. les conditions *supplémentaires* 4008;
3. les conditions générales 2035;
4. l'Annexe A, Énoncé des travaux;
5. l'Annexe B, Base de paiement;
6. l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
7. les autorisations de tâche signées, y compris toutes leurs annexes, le cas échéant;
8. la soumission de l'entrepreneur datée du _____, modifiée le _____.

6.12 Exigences en matière d'assurances

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.13 Entrepreneur constitué en coentreprise

6.13.1 L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est composée des membres suivants :

- i. _____
- ii. _____

6.13.2 En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :

6.13.2.1 _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;

6.13.2.2 En avisant le représentant, le Canada estimera avoir avisé tous les membres de la coentreprise entrepreneur;

6.13.2.3 Tous les paiements faits par le Canada au membre représentant la coentreprise seront réputés l'avoir été à tous les membres de la coentreprise.

6.13.3 Tous les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce différend influe de quelque façon que ce soit sur l'exécution des travaux.

6.13.4 Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat.

6.13.5 L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.

6.13.6 L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cette clause sera supprimée si le soumissionnaire auquel le contrat est attribué n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cet article sera complété à l'aide de l'information contenue dans sa soumission.

6.14 Formation

- 6.14.1 L'entrepreneur doit fournir, sans frais, de la formation en salle de classe sur l'analyse des rapports de crédit deux fois par année pendant la période du contrat, tel que précisé à l'Annexe A – Énoncé des travaux, article 6.
- 6.14.2 La formation doit être offerte à un endroit situé dans la région de la capitale nationale (RCN).
- 6.14.3 La formation, qui comprend l'enseignement et le matériel de cours, doit être donnée dans les deux langues officielle du Canada, le français et l'anglais.
- 6.14.4 Avant de fournir toute formation (au moins 10 jours ouvrables avant la première séance de formation), l'entrepreneur doit présenter au responsable technique le programme de cours, le calendrier, les documents de formation ainsi que les noms et les compétences des formateurs, pour approbation.

6.15 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur désire y avoir accès, il doit le demander au responsable technique. Sauf lorsque précisé dans le contrat, le Canada n'a aucune obligation envers l'entrepreneur de lui fournir l'accès. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, le Canada

peut exiger un rajustement de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

6.16 Résiliation pour des raisons de commodité

À l'égard de l'article 30 des conditions générales 2035, le cas échéant, ou de l'article 32 des conditions 2030, le cas échéant, on supprime le paragraphe 4 pour le remplacer par les paragraphes 4, 5 et 6 suivants :

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et si les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants
 - (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ainsi que les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation,
 - (b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés à l'entrepreneur et les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation.
6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.

Annexe A

Énoncé des travaux

**Information automatisée sur le crédit à
la consommation**

1. Objectif

Nous cherchons un fournisseur de services qui peut fournir à Services partagés Canada de l'information automatisée sur le crédit à la consommation.

2. Contexte

Le gouvernement du Canada a créé Services partagés Canada le 4 août 2011 pour transformer fondamentalement la façon dont il gère son infrastructure de technologie de l'information (TI). Services partagés Canada rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux. Nous avons le mandat de fournir les services de courriel, de centres de données et de télécommunications à 43 ministères et organismes fédéraux.

Services partagés Canada s'est engagé à s'acquitter de son mandat tout en veillant à ce que l'information, les biens et les services ne soient pas compromis et que les personnes soient protégées contre la violence en milieu de travail. Une des mesures de sécurité mises en place à cette fin consiste à veiller à ce que toutes les personnes qui auront accès aux renseignements et aux biens du gouvernement, y compris les personnes qui travaillent dans les cabinets de ministres ou de ministres d'État ou pour ceux-ci, fassent l'objet d'une enquête de sécurité appropriée avant de commencer leur travail, conformément à la Politique sur la sécurité du gouvernement – Norme sur la sécurité du personnel.

La Norme sur la sécurité du personnel stipule que les organisations effectuent des vérifications de crédit pour les personnes lorsque les fonctions ou les tâches à accomplir les exigent, ou s'il existe un casier judiciaire faisant état du type d'infraction.

3. Portée

Services partagés Canada (SPC) est à la recherche d'un fournisseur de services possédant une expérience gouvernementale qui peut fournir de l'information automatisée sur le crédit à la consommation dans le cadre du processus d'enquête de sécurité sur les personnes demandées.

Services partagés Canada prévoit d'effectuer environ 3 000 demandes d'information sur le crédit à la consommation par année.

4. Durée du travail

Tel que spécifié dans le contrat.

5. Exigences

5.1. Généralités

Services partagés Canada est à la recherche d'un fournisseur de services qui peut fournir de l'information automatisée sur le crédit à la consommation au moyen d'une connexion Internet sécurisée, en temps réel, accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

5.2. Confidentialité

Le soumissionnaire doit s'assurer que toutes les bases de données et les transmissions demeurent au Canada et sont par conséquent non assujetties au *US Patriot Act*. Tel qu'il est énoncé dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, toutes les données électroniques recueillies, utilisées ou divulguées doivent être protégées. Le soumissionnaire convient, pendant et après la période d'application du contrat, de considérer comme confidentielle et de ne pas divulguer, sauf autorisation par écrit de Services partagés Canada, l'information obtenue pendant l'exécution du contrat.

5.3. Langue

Le soutien aux clients et la formation doivent être fournis dans les deux langues officielles du Canada, à savoir le français et l'anglais, et Services partagés Canada doit avoir accès à l'information sur le crédit à la consommation dans l'une ou l'autre des langues officielles.

5.4. Information sur le crédit à la consommation

L'information sur le crédit à la consommation doit au moins comprendre l'information suivante sur le sujet faisant l'objet de la demande :

a. Identification

- Date du rapport
- Nom du sujet et tout nom sous lequel il est connu
- Date de naissance
- Date de création du dossier
- Date de la dernière activité au dossier
- Adresse actuelle
- Adresse antérieure
- Deuxième adresse antérieure
- Avis de fraude, avis d'erreur d'identification

b. Demandes de renseignements

- Demandes de renseignements d'un membre avec la date et le nom et le numéro de téléphone du membre
- Demande d'un bureau étranger avec la date, le numéro du membre ou la ville et la description, le cas échéant

c. Emploi

- Employeur actuel
- Ancien employeur (s'il figure au dossier)
- Deuxième ancien employeur (s'il figure au dossier)

d. Résumé des éléments au dossier

- Plus ancienne date d'ouverture d'une opération
- Plus récente date de déclaration d'une opération
- Nombre d'éléments au dossier public ou autres renseignements au dossier
- Nombre d'opérations au dossier
- Échelle de la limite supérieure de crédit des opérations au dossier
- Notations des opérations au dossier

e. Dossiers publics (faillites et autre)

- Date du dépôt
- Type d'action
- Renseignements sur la cour
- Renseignements sur le créancier
- Passif
- Actif
- Déclarant (sujet, conjoint ou les deux)
- Type de faillite

f. Recouvrements par un tiers

- Date de déclaration
- Type de recouvrement (recouvrement impayé ou recouvrement payé)
- Nom de l'agence de recouvrement tierce
- Montant initial de recouvrement

- Créancier
- Date de la dernière activité
- Solde à la date de déclaration

g. Prêts garantis

- Date de déclaration
- Type de compte
- Nom de l'organisme gouvernemental ou du créancier de l'industrie qui déclare l'information
- Nom et adresse du créancier
- Montant du prêt
- Date d'échéance

h. Jugements

- Date du jugement ou du dépôt
- État du jugement (exécuté, non exécuté ou inconnu)
- Numéro d'identification ou nom de la cour
- Montant du jugement

i. Action en divorce

- Date du dépôt de l'action devant la cour
- Action qui a été déposée
- Numéro d'identification et nom de la cour

j. Saisie-arrêt

- Date du dépôt de la saisie-arrêt devant la cour
- Numéro d'identification ou nom de la cour
- Montant de la saisie-arrêt

k. Renseignements sur les opérations des membres

- Numéro, nom et numéro de téléphone du membre
- Date de la dernière déclaration de l'élément
- Date d'ouverture du compte auprès du fournisseur de crédit
- Limite supérieure de crédit sur le compte; la somme la plus élevée due ou la limite de crédit
- Modalités
- Solde dû à la date de déclaration
- Montant en souffrance à la date de déclaration (le cas échéant)
- Types de comptes et mode de paiement
- Nombre de fois où le compte a fait l'objet d'un retard (30/60/90+ jours)
- Nombre de fois où le fournisseur de crédit a signalé le compte
- Date de la dernière activité sur le compte
- Utilisation du crédit
- Renseignements sur l'hypothèque

l. Tâches

- Les demandes de renseignements concernant le crédit à la consommation doivent être faites au moyen d'une connexion Internet sécurisée avec le soumissionnaire.
- Les résultats de la demande de renseignements concernant le crédit à la consommation doivent être renvoyés au moyen d'une connexion Internet sécurisée, en temps réel et dans un format lisible et imprimable.
- Le soumissionnaire doit être capable de recevoir et de transmettre des demandes de renseignements simples et en vrac concernant le crédit à la consommation.
- En cas de défaillance du système, le soumissionnaire doit être capable d'envoyer les demandes de renseignements par télécopieur.

- Le soumissionnaire doit transmettre un rapport de facturation mensuel de chaque demande de renseignements, indiquant quel compte d'utilisateur client a fait la demande.

5.5. Masquage des demandes de renseignements

Le soumissionnaire doit masquer complètement toutes les demandes de renseignements de Services partagés Canada dans sa base de données, adressées à d'autres fournisseurs de crédit. Par conséquent, les demandeurs d'enquête sur la sécurité ne seront pas lésés lorsqu'ils chercheront à établir le crédit, l'emploi, etc. Cela ne comprend pas les consommateurs qui, selon la loi, doivent être autorisés à voir la demande de renseignements.

6. Formation

Sauf indication contraire par l'autorité technique, le soumissionnaire doit offrir deux séances de formation par année dans les deux langues officielles du Canada (1 en français et 1 en anglais) sur l'analyse de l'information sur le crédit à la consommation aux lieux de travail des clients situés au sein de la région de la capitale nationale. La formation comprendra tout le matériel nécessaire pour 10 employés par séance de formation.

7. Soutien aux clients

Le soumissionnaire doit offrir un service de soutien bilingue aux clients, par téléphone ou sur Internet, du lundi au vendredi, entre 8 h et 18 h (sauf les jours fériés, à l'échelle nationale et provinciale) pour ce qui suit :

- Produit, demandes de renseignements concernant le service et demandes de renseignements concernant la facturation
- Assistance à la clientèle (interprétation du dossier et renseignements sur le produit)
- Soutien technique et configuration de l'utilisateur final pour clients
- Demandes de renseignements secondaires

8. Livrables

Le soumissionnaire fournira à Services partagés Canada les livrables fermes suivants :

- L'information sur le crédit à la consommation tel que spécifié à la section 5. Exigences, ci-dessus.
- Le masquage des demandes de renseignements de Services partagés Canada tel que spécifié à la section 5.5 Masquage des demandes de renseignements, ci-dessus.
- Deux séances de formation par année sur l'analyse des rapports de crédit tel que spécifié à la section 5.6 Formation, ci-dessus.
- Le soutien aux clients par téléphone ou sur Internet tel que décrit à la section 5.7 Soutien aux clients, ci-dessus.

9. Glossaire et définitions

Demande de renseignements – toute tentative fructueuse d'obtenir de l'information sur le crédit à la consommation

Demande de renseignements infructueuse – toute tentative infructueuse d'obtenir de l'information sur le crédit à la consommation

Demande de renseignements secondaire – toute tentative supplémentaire d'obtenir de l'information sur le crédit à la consommation dans les cas où la demande de renseignements initiale n'a pas été fructueuse. Une demande de renseignements secondaire consiste, entre autres, à fournir des renseignements supplémentaires sur une personne (autres noms utilisés, anciennes adresses, etc.) qui n'étaient pas disponibles lorsque la demande initiale a été faite. Les demandes de renseignements

secondaires peuvent être faites par l'entremise du système automatisé ou en appelant le soutien aux clients.

Annexe B

Tableaux d'établissement des prix

Renseignements automatisés sur le crédit à la consommation

1.1 Période initiale du contrat

Rapport de vérification du crédit		
Description	Prix unitaire ferme	Nombre estimatif de recherches **
Recherche réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	3000/année (nombre total de recherches réussies ou non réussies)
Recherche non réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	
Recherche secondaire *	_____ \$	250/année

1.2 Période optionnelle 1

Rapport de vérification du crédit		
Description	Prix unitaire ferme	Nombre estimatif de recherches **
Recherche réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	3000/année (nombre total de recherches réussies ou non réussies)
Recherche non réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	
Recherche secondaire *	_____ \$	250/année

1.3 Période optionnelle 2

Rapport de vérification du crédit		
Description	Prix unitaire ferme	Nombre estimatif de recherches **
Recherche réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	3000/année (nombre total de recherches réussies ou non réussies)
Recherche non réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	
Recherche secondaire *	_____ \$	250/année

1.4 Période optionnelle 3

Rapport de vérification du crédit		
Description	Prix unitaire ferme	Nombre estimatif de recherches **
Recherche réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	3000/année (nombre total de recherches réussies ou non réussies)
Recherche non réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	
Recherche secondaire *	_____ \$	250/année

1.5 Période optionnelle 4

Rapport de vérification du crédit		
-----------------------------------	--	--

Description	Prix unitaire ferme	Nombre estimatif de recherches **
Recherche réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	3000/année (nombre total de recherches réussies ou non réussies)
Recherche non réussie de renseignements sur le crédit à la consommation	_____ \$	
Recherche secondaire *	_____ \$	250/année

* **Recherche secondaire** : Une recherche secondaire représente toute tentative supplémentaire d'obtenir des renseignements sur le crédit à la consommation lorsque la recherche initiale n'a pas donné de résultat. Une recherche secondaire vise, entre autres, à obtenir des renseignements supplémentaires sur une personne (autres noms utilisés, anciennes adresse, etc.) qui n'étaient pas disponibles lorsque la recherche initiale a été réalisée. Les recherches secondaires peuvent être réalisées au moyen du système automatisé ou en appelant le soutien à la clientèle.

** Cela ne représente pas un engagement de la part du Canada de l'utilisation future des services décrits dans l'invitation à soumissionner correspondra à cette estimation.

Annexe C

Formulaires du soumissionnaire

Renseignements automatisés sur le crédit à la consommation

TABLEAU C1 – FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Dénomination sociale du soumissionnaire <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Il incombe aux soumissionnaires qui font partie d'une entreprise de désigner la bonne entreprise.]</i>		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	No de téléphone	
	No de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) <i>[voir la clause 2003 des Instructions et conditions uniformisées] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, on établira le soumissionnaire en fonction de la dénomination sociale fournie, et le soumissionnaire devra donner le NEA qui correspond à celle-ci.]</i>		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire », dans la partie 5 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».	

<p>Attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi :</p> <p>Si le soumissionnaire n'y est pas assujéti, en indiquer la raison à droite. Si le soumissionnaire ne fait pas partie des exceptions énumérées à droite, les exigences du Programme s'appliquent et le soumissionnaire doit :</p> <p>(a) transmettre au ministère des RHDC le formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ; ou</p> <p>(b) indiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.</p> <p>Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission l'attestation relative au Programme ou le formulaire LAB 1168 signé. Si cette information n'accompagne pas la soumission, elle doit être fournie sur demande de l'autorité contractante durant l'évaluation.</p> <p>Dans le cas d'une coentreprise, veuillez fournir ces renseignements pour chacun des membres de la coentreprise.</p>	<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste également, au nom du soumissionnaire, que ce dernier [cocher la case appropriée] :</p>	
<p>Nombre d'ETP [On demande aux soumissionnaire d'indiquer le nombre total de postes équivalents à temps plein qu'ils devront créer et conserver si le contrat leur était attribué. Cette information est pour le renseignement seulement et ne sera pas utilisée lors de l'évaluation.]</p> <p>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [indiquer le niveau et la date d'attribution] [Remarque à l'intention des soumissionnaires : assurez-vous que le nom dans l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</p>	<p>(a) n'est pas assujéti aux exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel;</p>	
	<p>(b) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>;</p>	
	<p>(c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente; OU</p>	
	<p>(d) est assujéti au Programme et est détenteur du numéro d'attestation valide suivant : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère des RHDC).</p>	

En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumission en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande de soumissions et que :

1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et les produits requis pour satisfaire aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;
2. cette soumission est valide pour la période demandée dans la demande de soumissions;
3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts;
4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

TABLEAU C2 – Formulaire de justification de la conformité

Critères obligatoires (article 4.2.8)	Renvoi dans la réponse du soumissionnaire de la justification de chaque critère coté (comme décrit dans l'article 3.3.2ii de la présente invitation à soumissionner)	Conforme? (L'équipe d'évaluation inscrit Oui ou Non)
O1		
O2		
O3		
O4		

TABLEAU C3 – Prix moyen pondéré de la recherche

	A	B	C	D	E	$E=(a+b+c+d+e)/5$	F	$G = (E \times F)$
	Période du contrat	Option 1	Option 2	Option 3	Option 4	Moyenne	Pondération	Prix moyen pondéré de la recherche
Recherche réussie							0.8	
Recherche non réussie							0.1	
Recherche secondaire*							0.1	

* **Recherche secondaire** : Une recherche secondaire représente toute tentative supplémentaire d'obtenir des renseignements sur le crédit à la consommation lorsque la recherche initiale n'a pas donné de résultat. Une recherche secondaire vise, entre autres, à obtenir des renseignements supplémentaires sur une personne (autres noms utilisés, anciennes adresse, etc.) qui n'étaient pas disponibles lorsque la recherche initiale a été réalisée. Les recherches secondaires peuvent être réalisées au moyen du système automatisé ou en appelant le soutien à la clientèle.